

Conseil national de la refondation : Borne juge «paradoxal» que les oppositions «refusent la discussion»

Par Dinah Cohen

Publié il y a 47 minutes

▶ Écouter cet article ⓘ

00:00/01:40 🔊



Élisabeth Prout juge «paradoxal» de «refuser les discussions». SARAH MEYSSONNIER / REUTERS

La plupart des partis d'opposition ne souhaitent pas participer à une instance qu'ils jugent être un contournement du Parlement.

Un objet de consultation déjà devenu un sujet de division. À une semaine de son lancement, prévu le 8 septembre prochain, le Conseil national de la refondation voulu par Emmanuel Macron agite la classe politique. Depuis plusieurs jours, les partis d'opposition font part les uns après les autres de leur refus de participer. La raison : l'outil serait un contournement du Parlement, alors que ce dernier est par essence le lieu du débat. Une situation que juge «*paradoxe*» la première ministre, qui met la responsabilité sur ses opposants.

«Est-ce que dans la période actuelle où on fait face à des défis considérables (...), est-ce que c'est naturel de refuser la discussion avant même qu'elle n'ait commencé ?», a ainsi fait mine d'interroger Élisabeth Prout au micro de France Inter, jeudi 1er septembre. *«Je dis que chacun est libre de ses choix, mais je trouve paradoxal de refuser la discussion»*, a-t-elle poursuivi, jugeant *«important»* de pouvoir *«partager»* et *«discuter des objectifs»*.

Autour de la table devraient être présents des *«représentants associatifs»*, *«organisations patronales»* ou encore *«associations d'élus»*. Mais les politiques brilleront par leur absence, en ce début de quinquennat censé être marqué par une nouvelle méthode de concertation. Dans cet esprit, Élisabeth Prout a dit souhaiter *«qu'on puisse au maximum partager avec les forces politiques»*, et assurer que *«la porte restera ouverte»*. Les arguments des oppositions restent toutefois tenaces, et peu d'élus devraient changer d'avis face à un dispositif qu'ils qualifient souvent de nouveau *«gadget»*.